

la carte blanche

Jean-Philippe Schreiber Historien, professeur à l'ULB, auteur de « La Belgique, Etat laïque, ou presque... Du principe à la réalité » (Ed. Espace de Libertés).

Non, madame Debaets, la religion ne résout rien

La secrétaire d'Etat bruxelloise en charge de l'Egalité des chances appelait récemment à développer le dialogue interreligieux afin d'amoin-drir les tensions sociales.

La religion n'a pourtant pas sa place au centre de la sphère publique. C'est au sein de l'institution scolaire qu'il faut œuvrer afin que soient véhiculés les principes de tolérance et de démocratie.

Dans *Le Soir*, la semaine dernière, la nouvelle secrétaire d'Etat bruxelloise en charge de l'Egalité des chances, la CD&V Bianca Debaets a, face au climat d'intolérance régnant à Bruxelles, appelé en réponse à « développer le dialogue interreligieux ». Elle entend ainsi convier les représentants des cultes et de la laïcité et argumente, à l'appui de son initiative : « Ce sont quand même des leaders dans leur communauté. Ils ont un rôle d'exemplarité à jouer. » Ce type de discours montre que certains hommes et femmes politiques n'ont décidément pas encore compris que les politiques multiculturelles sont à l'évidence mises en échec par la situation que nous vivons. On ne s'en étonnera guère, venant d'un parti politique démocratique qui est le dernier en Belgique à se revendiquer d'une identité confessionnelle.

Le constat posé par M^{me} Debaets est certes bien réel : l'intolérance, le racisme, l'antisémitisme et le repli identitaire sont palpables chez nous, attisés par les conflits qui embrasent le Proche et le Moyen-Orient. Il nous faut sans tarder en prendre la mesure et les combattre, en misant sur les valeurs démocratiques et humanistes qui fondent notre société, l'éducation, la promotion de l'égalité, le refus de l'impunité quand nos lois sont bafouées. Quant aux religions,

elles ne sont cependant ni le problème ni la solution. Elles ne sont pas le problème, parce qu'elles n'ont rien à voir avec les criminels barbares qui les dévoient au bénéfice de leur projet politique totalitaire en Irak, en Syrie ou ailleurs. Elles ne sont pas le problème parce qu'elles ne portent pas de responsabilité dans les exactions commises en leur nom. Rien ne sert donc de les renvoyer à un dialogue interreligieux irénique qui ne viserait qu'à nous convaincre de leur caractère intrinsèquement pacifique – alors qu'elles portent en leur fondement tant la paix et l'amour du prochain que la violence et le rejet de l'autre. Ce ne sont que les lectures divergentes qui en sont faites qui amènent les uns à interpréter les textes sacrés dans un sens moderne et apaisé et les autres à en faire, par une exégèse d'un autre temps, des armes de haine et de conflit.

De surcroît, ramener ainsi le dialogue social à la religion accreditte l'idée selon laquelle les citoyens devraient nécessairement afficher et affirmer leur identité religieuse dans la sphère publique et exister avant tout à travers elle. C'est ce type de discours, dans le contexte brûlant de l'actualité de ces dernières semaines, qui légitime le fait que les musulmans d'ici auraient à se justifier d'une violence qui ne les concerne pourtant pas et conforte aussi l'idée odieuse d'une forme de responsabilité collective, au moins morale, des musulmans. Cette rhétorique justifie une conception multiculturaliste de la société qui voit celle-ci comme la juxtaposition de communautés séparées, dont les acteurs seraient forcément solidaires entre eux. Une conception qui fige les identités, distingue les citoyens sur base de leur appartenance ethno-reli-

gieuse et leur assigne un rôle social déterminé par leurs origines. Or cette conception a échoué et, dans le contexte actuel, il serait périlleux de continuer à la mettre en avant. Tout au contraire, plus que jamais, il nous faut renforcer les valeurs communes et promouvoir ce qui rassemble les citoyens, plutôt

que ce qui les distingue. Non pas en fondant ce rassemblement sur les convictions et les appartenances spirituelles, mais bien sur la religion civique qu'est la démocratie.

La cohésion sociale ne se construit pas sur ce qui sépare, mais bien sur ce qui rassemble

La religion n'est pas la solution au problème car sa place n'est pas au centre de la sphère publique. La religion est dans le cœur des hommes, non au cœur de la société. Le dialogue interreligieux, qui n'a pas attendu que le politique entende l'insuffler pour exister, se poursuit depuis plusieurs décennies entre hommes de bonne volonté, à l'abri des instrumentalisation politiques. Car c'est quand le politique est en panne d'idées qu'il appelle à la rescousse ceux qui sont supposés nous apprendre à coexister. Chère Madame Debaets, les musulmans, les juifs, les chrétiens et autres croyants ou non-croyants de ce pays sont des citoyens belges, et c'est à vous qu'il appartient de renforcer la citoyenneté de tous. Les Belges n'ont pas de « leaders » religieux dans leurs supposées diverses « communautés », et personne n'a autorité dans ce pays pour représenter auprès du pouvoir civil les adeptes de tel ou tel courant convictionnel. Quant à notre ordre juridique, il n'accorde une place à des « organes chef de culte » que pour gérer le

temporel des cultes et choisir des professeurs de religion, rien de plus – certainement pas représenter une religion ou ses fidèles.

Dès lors, plutôt que s'évertuer à chercher des solutions aux tensions sociales auprès de ceux que tout, ou presque, distingue, et qui ont par nature vocation à nourrir leurs différences, faisons

plutôt confiance dans notre institution la plus fondamentale, et pourtant la plus fragilisée par les perspectives multiculturalistes : l'école. C'est là que doit s'appréhender la tolérance, la démocratie, le vivre ensemble, la distinction entre valeurs communes et culture privée. Or c'est là que la mixité sociale et culturelle ne

se construit, hélas ! pas, et c'est là que les cours de religion divisent les élèves dès le plus jeune âge. Une société cohérente ne peut pourtant reposer que sur l'égalité et un projet partagé par tous ; quant à la cohésion sociale, elle ne se construit pas sur ce qui sépare, mais bien sur ce qui rassemble. ■